

RAPPORT DE LA

**QUINZIÈME SESSION DE
LA COMMISSION DES FORÊTS
POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

San José, Costa Rica
6-10 octobre 1986



SESSIONS PRÉCÉDENTES DE LA COMMISSION

Première session	Rio de Janeiro, Brésil	23 mai 1949
Deuxième session	Lima, Pérou	14 novembre 1949
Troisième session	Santiago, Chili	11 décembre 1950
Quatrième session	Buenos Aires, Argentine	16-23 juin 1952
Cinquième session	Caracas, Venezuela	4-15 octobre 1955
Sixième session	Antigua, Guatemala	4-15 novembre 1958
Septième session	Mexico, Mexique	3-6 août 1960
Huitième session	Santiago, Chili	13-19 novembre 1962
Neuvième session	Curitiba, Brésil	5-12 novembre 1964
Dixième session	Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago	4-9 décembre 1967
Onzième session	Quito, Equateur	16-21 novembre 1970
Douzième session	La Havane, Cuba	2-7 février 1976
Treizième session	Pátzcuaro, Michoacán, Mexique	18-22 février 1980
Quatorzième session	Lima, Pérou	15-18 novembre 1982

FO:LAFC/86/REP

RAPPORT
de la
QUINZIEME SESSION
de la
COMMISSION DES FORETS POUR L'AMERIQUE LATINE

tenue à San José, Costa Rica

6 - 10 octobre 1986

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 2
QUESTIONS DE PROCEDURE	
(a) Approbation de l'ordre du jour	3
(b) Election du Bureau	4
SITUATION DE LA FORESTERIE DANS LA REGION	
(a) Déclarations des pays	5 - 8
(b) Vue d'ensemble	9 - 10
LE PLAN D'ACTION FORESTIER TROPICAL	11 - 16
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS FORESTIERS	17
FINANCEMENT DE LA FORESTERIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	18 - 22
FORETS ET ALIMENTATION	23 - 26
EXAMEN DES ACTIVITES DE 1984-85 ET PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 1986-87	27
OPERATIONS FORESTIERES SUR LE TERRAIN DANS LA REGION	28 - 32
RESEAUX DE COOPERATION TECHNIQUE	33 - 34
ACTIVITES DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION	35 - 37
QUESTIONS A PORTER A L'ATTENTION DU COMITE DES FORETS	38
QUESTIONS DIVERSES	39 - 40
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION	41 - 42
ADOPTION DU RAPPORT	43

INTRODUCTION

1. La Commission des forêts pour l'Amérique latine de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenu sa 15ème session à San José, Costa Rica, du 6 au 10 octobre 1986 à l'aimable invitation du gouvernement costaricain. Ont participé à la session des délégués des Etats Membres suivants: Argentine, Belize, Bolivie, Chili, Costa Rica, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Pays-Bas, Pérou, Royaume Uni; un observateur du Canada; des représentants du Programme alimentaire mondial (PAM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des observateurs de la Banque interaméricaine de développement, de l'Organisation des Etats américains et du Centre de recherche et d'enseignement en agronomie tropicale (CATIE). La liste complète des participants figure à l'Annexe B.

2. M. Marco A. Flores Rodas, Sous-Directeur général chargé du Département des forêts, représentait M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO. M. S. Salcedo, Officier forestier régional, a assuré les fonctions de secrétaire. M. Alvaro Umaña, Ministre des ressources naturelles, de l'énergie et des mines de Costa Rica, a présidé la séance d'ouverture.

QUESTIONS DE PROCEDURE

a) Approbation de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour provisoire FO:LAFC/86/1 (Annexe A) et le calendrier provisoire FO:LAFC/86/Inf.2, ont été approuvés après révision. La liste des documents soumis aux délégués figure à l'Annexe C.

b) Election du Bureau

4. Conformément aux dispositions des articles II-1 et II-5 de son Règlement intérieur, la Commission a élu un président, trois vice-présidents et un rapporteur. Les membres suivants de la Commission ont été élus à l'unanimité:

Président:	Ronald Vargas (Costa Rica)
Vice-Présidents:	R. Bazan Roca (Bolivie) R.S. Jones (Jamaïque) J.B. Cardeña Rodríguez (Mexique)
Rapporteur:	J.S. Segovia Inestroza (Honduras)

SITUATION DE LA FORESTERIE DANS LA REGION

a) Déclarations des pays

5. Plusieurs délégués ont décrit les changements apportés aux politiques, législation et administration forestières pour donner plus de souplesse et assurer un aménagement intégré des ressources naturelles renouvelables.

6. En ce qui concerne les programmes de reboisement, les délégués de l'Argentine, du Chili, du Salvador et du Mexique ont décrit les progrès réalisés dans leurs pays. Le délégué du Honduras en revanche a évoqué les problèmes qui se posent dans son pays, et qui sont palliés par l'accroissement des rendements obtenu grâce à un aménagement rationnel de la régénération naturelle dans les forêts de pins. Au Pérou, les difficultés intérieures résultant de la crise économique ont empêché d'utiliser les crédits approuvés pour le reboisement. Plusieurs délégations ont fait état du vif intérêt porté dans leur pays au reboisement, et signalé que l'on travaille actuellement à actualiser la législation et à identifier des mécanismes spécifiques d'encouragement.

7. La Commission a souligné l'importance de l'agroforesterie pour l'aménagement rationnel des ressources naturelles et a demandé au PNUD d'approuver le projet régional que lui a présenté la FAO.

8. La Commission a pris note des progrès réalisés dans la plupart des pays en matière de parcs nationaux et de conservation et d'exploitation de la faune.

b) Vue d'ensemble

9. La Commission a souligné que les progrès dans le domaine de l'éducation et de la formation forestières de niveau moyen ont été très lents.

10. Il a été signalé à la Commission que le rôle de l'aménagement de la vie sauvage dans le développement rural est maintenant mieux reconnu dans la région. Elle a observé que les programmes de création de nouveaux parcs nationaux et autres réserves se poursuivent.

LE PLAN D'ACTION FORESTIER TROPICAL

11. La Commission a souligné que le Plan fournit un cadre conceptuel pour orienter les actions des pays concernés et de toute la communauté internationale dans le secteur de la foresterie tropicale.

12. La Commission a été informée du rôle de la FAO dans l'exécution du Plan d'action et a souligné que le succès dépendra essentiellement d'un resserrement de la coopération entre pays bénéficiaires, pays donateurs, et organismes d'assistance.

13. La Commission a souligné l'importance des actions concrètes et rappelé que la première tâche sera de traduire le PAFT en "plans d'action forestiers tropicaux" à l'échelle nationale et d'élaborer des projets et programmes conformes aux priorités que se sont fixées les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour leur développement national. La Commission a recommandé que les mécanismes d'exécution du plan soient adaptés aux exigences des divers pays.

14. La Commission a examiné trois mécanismes qui pourront être utilisés pour exécuter le Plan au niveau national, à savoir: i) des missions dans les pays d'Amérique latine; ii) des réunions, séminaires, tables rondes, etc; iii) l'élaboration de projets et de

programmes. La Commission a recommandé d'organiser des séminaires et tables rondes pour étudier les moyens d'adapter le PAFT aux besoins réels et aux problèmes communs des pays de l'Amérique latine et de ses sous-régions. Elle a également recommandé que la FAO prépare la documentation pour les débats régionaux et sous-régionaux sur le PAFT.

15. La Commission a estimé qu'une autre tâche prioritaire était d'élaborer des programmes et projets régionaux et sous-régionaux pour résoudre les problèmes communs, faciliter les confrontations d'expériences et la coopération régionale et stimuler la participation des donateurs. L'exécution du PAFT au niveau sous-régional revêt une importance particulière pour l'Amérique latine parce qu'il existe dans la région des groupes de pays homogènes du point de vue des conditions et des besoins.

16. La Commission a souligné que les gouvernements nationaux doivent eux-mêmes préparer l'exécution du PAFT par des mesures intérieures et s'engager à l'appuyer résolument; il faut en outre sensibiliser les décideurs à son importance pour le développement dans l'optique des plans nationaux. La Commission a recommandé que l'assistance fournie au titre du Plan aille en priorité aux pays répondant à ces conditions. En réponse à une question posée par certains pays il a été expliqué que le PAFT peut être mis en oeuvre dans tous les pays de la région.

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS FORESTIERS

17. Plusieurs délégations ont signalé qu'il est difficile de diversifier les exportations. Estimant que l'expérience du Brésil en matière d'exportation d'essences peu connues pourrait être très utile aux autres pays, la Commission a demandé à la FAO de promouvoir la coopération technique entre pays en développement pour résoudre ce problème. Elle a demandé que la FAO entreprenne une analyse du commerce intra-régional, des causes de son marasme et des possibilités de le dynamiser.

FINANCEMENT DE LA FORESTIERIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

18. La Commission a noté que divers obstacles freinent les investissements dans le secteur forestier. Deux problèmes interdépendants se posent: comment accroître les apports de capitaux au secteur forestier? et comment rationaliser l'utilisation de ces fonds? La Commission a reconnu que le secteur forestier ne pourra mobiliser davantage d'investissements que s'il devient plus compétitif. Il existe des mécanismes très divers pour assurer une utilisation rationnelle des financements, et plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de beaucoup d'expériences en Amérique latine. Mais ces expériences ont été faites sans études préalables. La Commission a conclu que l'on connaît très mal l'efficacité relative de ces mécanismes et que l'on n'a donc très peu d'éléments pour orienter les politiques économiques futures.

19. La Commission a noté que trop souvent les personnes qui négotent les prêts ignorent ou connaissent mal les caractéristiques techniques des projets, ce qui retarde souvent l'approbation. Il faut toujours tenir compte de facteurs de caractère politique quand on envisage des options financières. Il faut en outre reconnaître l'importance des financements du secteur privé, notamment parce que les politiques en la matière sont généralement plus stables.

20. La Commission a reconnu la nécessité de planifier les projets sur une base territoriale afin de faciliter le montage financier, de tirer parti des complémentarités économiques et de mieux identifier les bénéfiques, en particulier les bénéfiques externes qui sont si importants en foresterie.

21. La Commission a noté que, dans bien des cas, l'aide alimentaire peut être utilisée pour l'exécution des projets et que, de fait, le PAM investit déjà une quantité appréciable de ressources dans la foresterie de la région.

22. La Commission a recommandé que la FAO étudie de façon plus détaillée les mécanismes financiers disponibles ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients respectifs, diffuse les résultats de cette étude et prépare du matériel de formation et d'information pour sensibiliser les décideurs aux caractéristiques des investissements forestiers et aux bénéfices que l'on peut en attendre. Elle a en outre recommandé que la FAO organise des réunions pour étudier et promouvoir des projets forestiers nationaux, avec la participation de représentants du secteur privé et des instances de décision politique, notamment dans le cadre du Programme d'action forestier tropical, et qu'elle fournisse aux pays de la région une assistance accrue pour les études de pré-investissements et pour la formation dans ce domaine.

FORETS ET ALIMENTATION

23. La Commission a noté qu'il existe entre la foresterie et la sécurité alimentaire des relations importantes, mais pas toujours bien comprises.

24. Il a été rappelé que la forêt joue un rôle vital dans la protection des ressources nécessaires à la production agricole. Elle constitue en outre une réserve de terres pour l'expansion de l'agriculture. Ces aspects sont bien connus, mais ce qui l'est moins, c'est la production directe d'aliments qu'elle assure.

25. La Commission a aussi noté que le potentiel du secteur forestier pour la création d'emplois et de revenus propres à assurer l'accès aux vivres est aujourd'hui mieux compris. Enfin, elle a souligné l'importance du bois de feu pour la cuisson et la conservation des aliments et pour l'hygiène, particulièrement en milieu rural, et rappelé que de nombreux produits de la forêt sont utilisés pour la production agricole.

26. La Commission a reconnu l'importance de ces relations entre foresterie et sécurité alimentaire et la nécessité d'en tenir davantage compte à l'avenir. Elle a estimé qu'il faudrait faire plus de place aux entreprises rurales utilisant des produits forestiers et aux systèmes agro-forestiers conciliant les exigences de la sécurité alimentaire et celles de l'activité forestière. Elle a en outre souligné la nécessité d'analyser les formules possible d'agro-foresterie, notamment sous l'angle technique et économique, et de sensibiliser les diverses instances de décision aux possibilités qu'offrent les méthodes agro-forestières pour la sécurité alimentaire.

EXAMEN DES ACTIVITES DE 1984-85 ET PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 1986-87

27. La Commission a noté avec satisfaction que des réorientations ont été introduites dans les programmes pour renforcer l'action dans certains secteurs, comme l'ont recommandé le Comité des forêts à sa septième session, puis le Conseil de la FAO à ses quatre-vingt-sixième et quatre-vingt-septième sessions. Ces domaines prioritaires sont les suivants: mise en valeur des forêts tropicales, et notamment application du Programme d'action forestier tropical, lutte contre la désertification, rationalisation de la culture itinérante et conservation des terres d'altitude, protection des forêts, contribution de la forêt au développement rural et à la production alimentaire, évaluation des ressources forestières et études prospectives, industries forestières appropriées, amélioration des techniques et des institutions, y compris soutien de la recherche, création d'emploi, amélioration de l'approvisionnement et rationalisation de l'utilisation du bois de feu dans les communautés rurales.

OPERATIONS FORESTIERES SUR LE TERRAIN DANS LA REGION

28. La Commission a souligné que, malgré la réduction des apports globaux du PNUD à la région, le secteur forestier peut continuer à en bénéficier à condition que les instances nationales de décision soient convaincues du rôle que la foresterie peut jouer dans le développement socio-économique. C'est aux services et organismes forestiers nationaux qu'il incombera de promouvoir dans chaque pays une prise de conscience de ce rôle, mais, ils pourront recevoir une assistance de la FAO.

29. La Commission a estimé que ce sont les institutions régionales de financement du développement, telles que la BID et la BDC, ainsi que la Banque mondiale, qui semblent offrir les meilleures perspectives pour le développement du programme de terrain.

30. La Commission est convenue que pour promouvoir le programme de terrain en Amérique latine et aux Caraïbes il faut une stratégie commune, dynamique et souple. Une des options qui concrétisent le mieux cette optique est le Plan d'action forestier tropical (PAFT), dont la mise en route dans divers pays de la région devrait se traduire par des missions sectorielles organisées en temps opportun et par la formulation de projets d'assistance technique ayant de bonnes perspectives de financement.

31. La Commission a été informée des ajustements opérés dans un pays afin de pallier le manque de ressources en utilisant des crédits de pré-investissement de la BID pour compléter les apports du PNUD.

32. Le délégué d'un autre pays a souligné la nécessité d'experts hautement qualifiés pour donner une assistance technique dans les disciplines pour lesquelles le pays manque de compétence. La FAO devrait décentraliser davantage son assistance et les bureaux régionaux devraient renforcer les activités des réseaux de coopération.

RESEAUX DE COOPERATION TECHNIQUE

33. La Commission a noté que la FAO a été amenée à promouvoir des initiatives de réseaux de coopération technique, dont le mandat recouvre les attributions des organes subsidiaires de la Commission des forêts pour l'Amérique latine.

34. La Commission a reconnu l'aide précieuse fournie par le projet FAO/PNUE d'aménagement des forêts, des zones protégées et de la faune dans la région Amérique latine - Caraïbes. Cependant, craignant que les activités du Réseau dans ce domaine ne ralentissent à la fin du projet, elle a recommandé que le PNUE étudie la possibilité de le reconduire pour au moins deux ans.

ACTIVITES DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION

35. Le Président du Comité de la recherche forestière, a présenté à la Commission le rapport final du Comité sur les travaux qu'il a réalisés depuis sa réactivation en octobre 1983.

36. Les délégués ont applaudi l'excellent travail du Comité et recommandé que la FAO ouvre des crédits pour que le Comité puisse tenir encore une session avant la prochaine session de la Commission.

37. Compte tenu du mal qu'ont la plupart des autres organes subsidiaires à mener des activités continues, et du travail que réalisent les réseaux de coopération technique dans le secteur forestier, la Commission a décidé à l'unanimité de supprimer trois organes subsidiaires, à savoir: i) le Comité des parcs nationaux et de la faune sauvage; ii) le Comité des produits forestiers et iii) le Groupe d'étude de la commercialisation et l'utilisation industrielle des essences tropicales.

QUESTIONS A PORTER A L'ATTENTION DU COMITE DES FORETS

38. La Commission n'a renvoyé aucune question au COFO.

QUESTIONS DIVERSES

39. Le Secrétariat a fait connaître le contenu d'une lettre du président du Comité des suppléants de la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord, dans laquelle celui-ci exprime le désir de resserrer les liens avec la Commission des forêts pour l'Amérique latine et de promouvoir la coopération technique.

40. La Commission a instamment demandé que la FAO prenne l'initiative de parrainer une conférence forestière latino-américaine destinée à mettre des personnes occupant de hautes fonctions gouvernementales en contact avec les problèmes et les possibilités du secteur forestier, et à mobiliser des appuis pour des plans d'action dans le cadre du PAFT. Il a aussi été recommandé que cette conférence fasse partie de la 16ème session de la Commission des forêts pour l'Amérique latine et que la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord soit invitée à y participer.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION

41. La délégation de l'Argentine a invité la Commission à tenir sa 16ème session dans son pays. La délégation de Panama a ensuite également proposé d'accueillir la prochaine session de la Commission. La Commission, ayant remercié les deux pays, a prié le Secrétariat de transmettre ces invitations au Directeur général de la FAO pour que celui-ci prenne une décision en accord avec les autorités compétentes.

42. La Commission a recommandé que sa prochaine session ait lieu au début de 1988.

ADOPTION DU RAPPORT

43. Le projet de rapport présenté par le Secrétariat a été adopté.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Election du Bureau
4. Situation de la foresterie dans la région
5. Examen des activités en 1984-85 et Programme de travail et budget pour 1986-87
6. Opérations forestières sur le terrain dans la région
7. Commerce international des produits forestiers: problèmes et perspectives
8. Financement de la foresterie au service du développement
9. Forêts et alimentation
10. Plan d'action forestier tropical
11. Réseaux de coopération technique
12. Organes subsidiaires de la Commission
13. Questions à porter à l'attention du Comité des forêts
14. Questions diverses
15. Date et lieu de la prochaine session
16. Adoption du rapport

LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES
LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS
LISTE DE DELEGUES ET OBSERVATEURS

Presidente
Chairman
Président

R. VARGAS
(Costa Rica)

Vicepresidentes
Vice-Chairmen
Vice-Présidents

R. BAZAN ROCA (Bolivia/Bolivie)
R.S. JONES (Jamaica)
J.B. CARDEÑA RODRIGUEZ (México/Mexico/Méxique)

Relator
Rapporteur

J. SEGOVIA INESTROZA (Honduras)

Secretario
Secretary
Secrétaire

S. SALCEDO (FAO)

MIEMBROS DE LA COMISION/MEMBERS-OF THE COMMISSION/MEMBRES DE LA COMMISSION

Argentina/Argentine

Delegado: H. KUGLER
Interventor
Instituto Forestal Nacional (IFONA)
Av. Pueyrredon 2446
Buenos Aires

Belice/Belize

Delegate: H.C. FLOWERS
Chief Forest Officer
Forest Department
Ministry of Agriculture
Belmopan, C.A.

Bolivia/Bolivia

Delegado: R. BAZAN ROCA
Director Ejecutivo
Unidad Técnica Desconcentrada
Centro Desarrollo Forestal
Av. Irara esq. Ejercito Nacional
Santa Cruz

Costa Rica

Delegado: R. VARGAS BRENES
Director General Forestal
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

Suplentes: M.V. ARAYA BARRANTES
Jefe del Departamento de Reservas
Forestales y Cuencas Hidrográficas
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

G. CANET BRENES
Jefe, Depto. Desarrollo Campesino
Forestal
Coordinador Proyecto Madeleña
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

A. MATAMOROS DELGADO
Subdirector General Forestal
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

J.L. SALAS ZUÑIGA
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

D. VINDAS CHAVES
Jefe, Depto. Repoblación y Protección
Forestal
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

Observadores: H. BIANCHI
CODEFORSA
Apartado 1952
San José

G.A. CANESSA
Director, Secretaria de Planificación
Ejecutivo de Recursos Naturales
Ministerio de Recursos Naturales,
Energía y Minas
San José

F. CHARPANTIER ARIAS
Depto. de Recursos Naturales
Secretaria Ejecutiva de Planificación
Sectorial, Agropecuaria y de Recursos
Naturales Renovables
Ministerio de Agricultura y Ganadería
San José

J. FALLAS
Director, Escuela Ciencias Ambientales
Universidad Nacional
Heredia

R. GONZALEZ RUIZ
Sectorialista de Recursos Naturales
MIDEPLAN
Apartado 10127-1000
San José

Costa Rica

Observadores: P. GAMBOA MARIN
Asistente Gerencia
Banco Cooperativo Costarricense
Avenida Séptima
San José

J.J. MADRIGAL HIDALGO
Consejo Nacional de investi-
gaciones científicas y
tecnológicas
Apdo. 10318
San José

L.G. MENDEZ MOLINA
Director, Servicio de Parques
Nacionales
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

C. MONTERO DIAZ
Técnico
Dirección General Forestal
Apartado 10094
San José

E.M. ORTIZ
Director de Depto. Forestal
Instituto Tecnológico de Costa
Rica
Apartado 159
Cartago

F. PANIAGUA GAMBOA
Presidente, Asociación Guana-
casteca de Desarrollo Forestal
Apartado 36
Nicoya, Guanacaste

A. PERALTA
Presidente, CODEFORSA
Apartado 1952
San José

Z. PORRAS
Apartado 3048
San José

R. QUIROS HERRERA
Organización para Estudios
Tropicales
San Pedro de Montes de Oca

G. E. RODRIGUEZ QUIROS
Oficial Mayor
Ministerio Recursos Naturales, Energía
y Minas
Apartado 435-1100
Tibás

C. SCHNELL
Director Residente
Organización para Estudios Tropicales
c/o Universidad de Costa Rica
San José

R. SOLORZANO SOTO
Director Técnico
Fundación Neotrópica
Apartado 236-1002
San José

G. BUDOWSKI
Coordinador Programa "Recursos Naturales
y Calidad de Vida"
Universidad para la Paz
Apartado 435-2300
Surríabat, San José

G. SOTO JIMENEZ
Coordinadora Ejecutiva de CANEFOR
Paseo Colón, Av. 1 Calles 24-28
San José

R. VASCO CAMPILLO
Jefe Unidad Forestal
Instituto de Desarrollo Agrario
Barrio Rohmoser
San José

Chile

Delegado: R. ROMERO ALPE
Gerente Técnico
Corporación Nacional Forestal
Av. Bulnes 285, Depto. No. 103
Santiago

El Salvador

Delegado: A. MOREIRA RIVAS
Centro de Recursos Naturales
Col. Bello San Juan, Polígono 8#3
Los Planes
San Salvador

Estados Unidos de América/United States of America/Etats-Unies d'Amérique

Delegate: C. PHILPOT
Associate Deputy Chief
U.S. Forest Service
P.O. Box 2417
Washington, D.C. 20013

Alternate: J.L. WHITMORE
Forester
U.S. Forest Service
P.O. Box 2417
Washington, D.C. 20013

Observer: A. LUGO
Institute of Tropical Forestry
P.O. Box 25000
Río Piedras
Puerto Rico 00928-2500

H. TSCHINKEL
AID Regional Office for
Central American Programs
ROCAP
Embajada Americana
San José

Francia/France

Délégué: J.M. BOUVARD
Responsable, Centre de Recherche-
Formation de L'ENGREF
B.P. 316
97379 Kourou Cédex

Honduras

Delegado: J. SEGOVIA INESTROZA
Gerente General
COHDEFOR
Tegucigalpa

Suplente: R. GUEVARA MONCADA
Director, Escuela Nacional
Ciencias Forestales
Apartado Postal 2
Siguatepeque

M. HERNANDEZ PAZ
Asesor Forestal al Ministerio
de Recursos Naturales
Col. Los Angeles 100-67
Comayagua

Jamaica

Delegate: R.S. JONES
Director of Forestry and Soil
Conservation
Dept. of Forestry and Soil
Conservation
173 Constant Spring Road
Kingston 8

México/Mexico/Méxiqúe

Delegado: J.B. CARDEÑA RODRIGUEZ
Director General de Normatividad
Forestal de La Secretaría de
Agricultura y Recursos Hidráulicos
Av. Progreso No. 5, Col. Coyoacan
México, D.F.

Suplente: M. CABALLERO DELOYA
Vocal Forestal del Instituto
Nacional de Investigaciones
Forestales y Agropecuarias
Insurgentes Sur 694, 9o piso
México, D. F.

Asesores: R. SANTANA VELAZQUEZ
Segundo Secretario
Embajada de México en Costa Rica
Apartado 10107
San José, Costa Rica

D. QUIROZ GARCIA
Consul, Embajada de México
Apartado 10107
San José, Costa Rica

Observador: G. CERVERA
Consejero Comercial
Embajada de México
Apartado 141(1007)
San José, Costa Rica

Nicaragua

Delegado: L. FIALLOS
Vice-Ministro
Ministerio de Industria
P.O. Box No. 8
Managua

Nicaragua

Suplentes: J.C. CASTILLO O.
Director General
Instituto Nicaragüense de Recursos
Naturales y del Ambiente
Km. 12½ Carretera Norte
Managua

F.J. HERNANDEZ OTERO
Sub-Director Forestal
Instituto Nicaragüense de Recursos
Naturales y del Ambiente
Km. 12½ Carretera Norte
Managua

Países Bajos/Netherlands/Pays-Bas

Delegate: J.W. BERTENS
Ambassador
Embassy of the Netherlands
Apartado 10 285
San José, Costa Rica

Alternate: M. VAN BONZEL
Second Secretary
Embassy of the Netherlands
Apartado 10 285
San José, Costa Rica

Panamá/Panama

Delegado: M. DEL RIO
Director General
Instituto Recursos Naturales
Renovables (INRENARE)
Apartado 2016
Paraiso, Ancón

Suplente: D.I. ARCIA
Director Técnico
Instituto de Recursos Naturales
Renovables (INRENARE)
Apartado 2016
Paraiso, Ancón

Adjunto: M. HURTADO DE GRACIA
Jefe Servicio Forestal
INRENARE
Apdo. 2016
Paraiso, Ancón

Perú/Peru/Pérou

Delegado: M. LOAYZA VILLEGAS
Director de Programación
Dirección General Forestal y de Fauna
Natalio Sánchez 220
Jesús María, Lima

Reino Unido/United Kingdom/Royaume-Uni

Delegate: A. WOLFFSOHN
Technical Cooperation Officer
Overseas Development Administration
Apdo. 2
Siguatepeque, Honduras

OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS QUE NO SON MIEMBROS DE LA COMISION
OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT MEMBERS OF THE COMMISSION
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES NE SIEGEANT PAS A LA COMMISSION

Canadá/Canada

P. LESSARD
Forestry Sector
Natural Resources Division
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec

REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS
REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES

Programa Mundial de Alimentos/World Food Programme/Programme alimentaire mondial

A.R. FIORAVANTI
Administrador de Proyectos
Programa Mundial de Alimentos (PMA)
Via delle Terme di Caracalla
00100 Roma, Italia

R. RODRIGUEZ RAMOS
Oficial de Proyectos del PMA
Naciones Unidas
San José, Costa Rica

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo/United Nations Development Programme/
Programme des Nations Unies pour le développement

C. LANKESTER
Principal Technical Adviser
UNDP
1, UN Plaza
New York 10017, U.S.A.

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES
OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Banco Interamericano de Desarrollo/Inter-American Development Bank/Banque
interaméricaine de développement

A. SOLORZANO
Especialista Sectorial
Banco Interamericano de Desarrollo
Apdo. 1142, Centro Colón
San José, 1007
Costa Rica

Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE)

R. DE CAMINO
Jefe Dpto. Recursos Naturales a.i.
CATIE
Turrialba
Costa Rica

J.G. FLORES RODAS
Economista Principal MDLN
CATIE
Turrialba
Costa Rica

R. SALAZAR FIGUEROA
Genetista Proyecto Madeleña
CATIE
Turrialba
Costa Rica

Organización de los Estados Americanos/Organization of American States/Organisation
des Etats américains

J.J. CASTRO-CHAMBERLAIN
Jefe, Proyecto Plurinacional Cooperación Técnica
Energía y Desarrollo, Istmo Centroamericano
Apartado 10166
San José, Costa Rica

ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

M.A. FLORES RODAS
Subdirector General
Departamento de Montes

M. REIS
Coordinador
Programa de Acción Forestal en los Trópicos
Departamento de Montes

S. SALCEDO
Oficial Regional Forestal
FAO
Casilla 10095
Santiago, Chile

A. CONTRERAS
Oficial Forestal Principal
Departamento de Montes

O.J. RAMIREZ MIXTER
Oficial de Programa
Representación FAO en Costa Rica
Apartado 8198, San José

K. BOSTRÖM
Coordinador de Proyecto, GCP/RAS/106/JPN
Bangkok, Thailand

M. NEYRA-ROMAN
Consultor Forestal MAG/FAO
Proyecto GCP/COS/009/ITA
Apartado 8198-1000
San José

J. DANOIS
Profesional asociado
Proyecto GCP/COS 009/ITA/FAO/MAG
Apartado 8198, San José

G. BRONZONI
Profesional asociado
Oficina FAO
Apartado 8198, San José

A. PROVAN PERRINI
Oficial administrativo
Departamento de Montes

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Code</u>	<u>Titres</u>
2	FO:L AFC/86/1	Ordre du jour provisoire
4	FO:L AFC/86/2	Situation de la foresterie dans la région
5	FO:L AFC/86/3	Activités de la FAO dans le secteur des forêts; examen de l'exercice biennal 1984-85 et programme de travail et budget pour 1986-87
6	FO:L AFC/86/4	Opérations forestières sur le terrain dans la Région
7	FO:L AFC/86/5	Le commerce international des produits forestiers
8	FO:L AFC/86/6	Financement de la foresterie au service du développement
9	FO:L AFC/86/7	Forêts et alimentation
10	FO:L AFC/86/8	Plan d'action forestier tropical
11	FO:L AFC/86/9	Réseaux de coopération technique

Documents d'information

- FO:L AFC/86/Inf.1 Note d'information
- FO:L AFC/86/Inf.2 Calendrier provisoire
- FO:L AFC/86/Inf.3 Liste des documents

Rapports nationaux d'activités présentés par:

Belize
Chili
Costa Rica
El Salvador
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama

MEMBRES DE LA COMMISSION

Argentine	Honduras
Barbade	Jamaïque
Belize	Mexique
Bolivie	Nicaragua
Brésil	Panama
Chili	Paraguay
Colombie	Pays-Bas
Costa Rica	Pérou
Cuba	République Dominicaine
El Salvador	Royaume-Uni
Équateur	Saint-Kitts-et-Nevis
Etats-Unis d'Amérique	Suriname
France	Trinité-et-Tobago
Guatemala	Uruguay
Guyane	Venezuela
Haïti	